

LA CHINE EN AFRIQUE : COOPERATION OU DOMINATION ?

F. Zohra FILALI

*Maître de Conférences à la Faculté des Sciences Politiques
et de l'Information, Université d'Alger*

En ce début du 21ème siècle, la Chine affiche des ambitions globales. Elle vise à se hisser au rang de superpuissance à même de rivaliser avec les Etats-Unis. Dans cette optique, la Chine s'est attachée depuis une quinzaine d'années à se donner les moyens de ses ambitions. C'est, en apparence, le pays qui a le mieux su tirer profit de la mondialisation en attirant le plus fort taux d'investissements directs étrangers (IDE) de la planète et en devenant selon la formule consacrée « l'atelier ou la fabrique du monde ». Le résultat de cet effort est une croissance à deux chiffres de près de deux décennies et un déploiement diplomatique et commercial à l'échelle planétaire. L'Empire du milieu a diversifié et développé ses relations au-delà de ses partenaires asiatiques traditionnels. Il a réussi une pénétration remarquable sur le continent africain où il a tissé des liens de coopération économique adossés à de solides relations politiques et militaires avec les Etats africains à qui il offre une alternative au modèle occidental.

Cette stratégie répond à des objectifs précis « que dictent les intérêts d'un Etat dont le but primordial est la croissance économique qui, aux yeux des dirigeants chinois, doit à la fois apporter la prospérité à leurs concitoyens, assurer la pérennité de leur pouvoir et enfin, « pensée suprême », l'affirmation de la puissance de l'Empire du milieu »¹. Pékin fait du continent africain un élément nodal de sa stratégie. L'Afrique lui permet de répondre à plusieurs de ses préoccupations dont, économiquement, s'approvisionner en matières premières et en énergie et écouler ses produits et, politiquement, contrer ses adversaires et renforcer son rôle de Puissance sur l'échiquier international. De leurs côtés, les Etats africains, lassés des promesses de développement non tenues, applaudissent à cette nouvelle offre de coopération.

1 Selon P. Richer «La Chine en Afrique», Revue Esprit en ligne <http://www.esprit.presse.fr/esprit/news.php>».

Aussi, nous serons amenés à répondre aux questions suivantes : quels enjeux soulève cette coopération, considérée par beaucoup comme singulière et qui ne laisse personne indifférent ? Quelles sont les raisons qui expliquent les succès enregistrés par cette présence aussi massive que soudaine, mais aussi les dérives constatées qui poussent certains à parler de nouvelle domination, voire même « de prédation »²; enfin, quelles retombées, en termes de développement, aura ce nouveau partenariat sur le continent. En d'autres termes, nous analyserons les fondements puis les réalisations et pour terminer les perspectives qu'ouvrent ces liens pour les deux parties.

1 –LES FONDEMENTS

L'Afrique fait désormais partie des partenaires privilégiés de la Chine; certes, cet intérêt pour le continent n'est pas récent. Durant l'ère communiste, plus précisément juste après la conférence de Bandung (1953), la Chine s'est manifestée sur le continent. Anti- capitaliste mais en même temps rivale idéologique de l'Union soviétique, Pékin a réussi à intervenir dans les pays africains épargnés par la guerre froide que se livraient les deux superpuissances de l'époque ³. La Chine tenait un discours tiers-mondiste de solidarité envers des peuples appartenant au même monde, celui du sous- développement ⁴.

Dans les années 1960 et 1970, sa présence était surtout humaine : des milliers de médecins et d'ingénieurs furent envoyés en Afrique pour soutenir l'effort de développement africain alors que 15000 étudiants africains fréquentaient les universités chinoises ⁵. Parmi les réalisations chinoises de l'époque, l'histoire a retenu, dans le domaine des grands travaux, la ligne de chemin de fer TANZAM qui relia la Tanzanie à la Zambie et permit à cette dernière d'exporter son minerai de cuivre; sur le plan politique, le soutien apporté aux mouvements indépendantistes africains et sur le plan militaire, la signature d'accords de coopération militaire avec ses alliés idéologiques de l'est du continent (Ethiopie, Ouganda, Tanzanie, Zambie). On rappelle, qu'entre 1955 et 1977, la Chine vendit pour 142

2 D'après François Lafargue, « La Chine, une puissance africaine n°90, 2005, mis en ligne le 27 avril 2007. URL : <http://perspectives chinoises.revues.org/document900.html>.

3 Lire J. Lacouture « Bandung ou la fin de l'ère coloniale », Le monde diplomatique, mars 2005 (pour nous algériens il est intéressant de souligner que la Chine fut le premier pays non arabe qui a reconnu le GPRA, dès sa création en 1958).

4 Des relents de cette rhétorique existent jusqu'à présent, en 2000 le premier forum Chine –Afrique est créé officiellement : « pour combattre ensemble l'hégémonisme et la domination occidentale ... et établir un nouvel ordre mondial » in Pinel La Chine, le pétrole et l'Afrique <http://www.afrik.com/28 avril 2006>.

5 in J. C. Servant « La Chine à l'assaut du marché africain » in Le Monde diplomatique, mai 2005.

millions de dollars de matériel militaire à différents Etats africains ⁶. Dans les années 1980 après la mort de Mao, alors que les occidentaux et l'URSS, pour des raisons diverses liées, en particulier à des considérations géopolitiques nouvelles, se détournent de l'Afrique, la Chine y maintient ses liens même si sa présence se fait plus discrète et se concentre sur quelques Etats seulement ⁷. Depuis, la diplomatie Chinoise troqua le discours idéologique pour celui des affaires. Le paradigme antérieur de sa politique étrangère basée sur la réaction aux puissances dites « impérialistes » est abandonné au profit d'une vision conjuguant diplomatie et commerce pour asseoir une politique de puissance à la recherche de nouvelles zones d'influence, dont l'Afrique.

Cependant, si au début des années 1990, l'aide publique au développement et « l'action des ministères », comme la surnomment les experts du FMI, constituaient les deux instruments utilisés par la Chine pour s'introduire en Afrique. Aujourd'hui, comme les relations se centrent davantage sur les marchés de leurs exportations réciproques et sur la demande d'infrastructures des Etats africains, les sociétés et entreprises chinoises ont supplanté les organismes publics. Autrement dit, « la Chine représente maintenant pour l'Afrique un donateur, mais aussi un marché, un financier, un investisseur, un maître d'oeuvre et un maître d'ouvrage essentiels » ⁸.

Ce rôle multifonctionnel explique le boom qu'ont connu les relations sino-africaines à l'orée des années 2000. En effet, guidée par les impératifs économiques induits par la croissance de son économie dévoreuse d'énergie et boulimique en matières premières, Pékin s'est tournée naturellement vers la région qui en est le mieux pourvu : l'Afrique. « Les chinois ont lancé une véritable OPA sur l'Afrique, profitant à la fois de la perte d'influence occidentale, notamment française en Afrique de l'ouest et de la crise que traversent les institutions financières chargées de l'aide au développement. ... Pour preuve, en 2007, Pékin a investi plus de 9 milliards de dollars alors

6 A propos des relations entre l'Afrique et la Chine après les décolonisations, cf. Zhang Hongming, « La politique africaine de la Chine », publié par le Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN), Bordeaux, 2000, et Jiang Chung-lian : « Le pétrole, nouvelle dimension des relations sino-africaines » in *Géopolitique africaine*, n° 14, printemps 2004 www.afican-politics.org/.

7 On retient, en particulier, le Gabon, le Bénin et le Congo Brazzaville dont les présidents sont des alliés de la Chine qu'ils visitent souvent. Avec 9 visites officielles, le président gabonais O. Bongo arrive en tête, suivi par ses homologues béninois et congolais Mrs Kérékou et Sassou Nguesso, voir F. Lafargue op. cit.

8 Jian-Ye Wang et A. Bio-Tchané « Afrique Chine : des liens » in *revue Finances et Développement*, mars 2008, pp. 44/47 (en ligne).

que la Banque mondiale a été incapable d'y injecter plus de 2,5 milliards de dollars », estime un observateur⁹.

2 LES RELATIONS SINO -AFRICAINES

A- La dimension économique

Comparé à d'autres régions ou avec d'autres partenaires le commerce sino africain reste faible. Il ne représentait que 2,5% des exportations de la Chine et 4,5% de ses importations en 2007, soit moins de 5% du total des échanges commerciaux chinois, loin derrière les Etats-Unis, l'Europe ou les autres pays asiatiques¹⁰.

De plus, près de 20 % de ces échanges ont lieu avec l'Angola, suivi de l'Afrique du sud, le Soudan, le Nigeria et plus récemment la RDC qui a bénéficié de 14 milliards de dollars d'investissements¹¹. Mais, fait significatif, ce commerce enregistre une très forte croissance soutenue d'année en année. Il fut multiplié par dix en 10 ans, passant de 3 milliards de dollars en 1995 à 55,5 milliards en 2006, avant d'atteindre 70 milliards en 2007 et probablement 100 milliards en 2008¹², soit deux ans d'avance sur les prévisions chinoises¹³. Entre 2002 et 2007, les échanges commerciaux sino- africains ont enregistré une hausse de plus de 30%.

Alors qu'en 1980, les échanges sino-africains étaient quasiment inexistants, dès 2005, la Chine se classait au troisième rang des partenaires commerciaux du continent après les Etats-Unis (70 milliards de dollars), la France (50 milliards), devançant la Grande Bretagne et l'Italie¹⁴. Sa part dans la croissance annuelle des exportations africaines a presque doublé.

Les responsables en charge de l'économie chinoise signalent que l'augmentation des échanges commerciaux est l'une des priorités tant pour

9 Voir <http://www.bakchich.info/> n° 74.

10 Pour les chiffres sur les échanges sino -africains et leur évolution depuis une dizaine d'années voir les statistiques officielles publiées par les douanes chinoises <http://french.mofcom.gov.cn/index.shtml>.

11 On rappelle qu'après plusieurs guerres et une gestion politique et économique désastreuses la RDC était en situation de quasi faillite. En septembre 2007, la Chine entre en action et signe le contrat du siècle. En échange de 10 millions de tonnes de cuivre et de 200 000 tonnes de cobalt, la Chine s'engage à reconstruire 3500 km de routes et de voie ferrée, 31 hôpitaux, 145 centres de santé, des universités, des écoles etc. Fidèle à ses préceptes de non-ingérence, la Chine n'a assorti ce contrat de 9 milliards de dollars (une somme qui pourrait passer à 14 milliards) d'aucune clause politique. In Bulletin d'information de l'ambassade de Madagascar, Paris n° 004 septembre 2008, www.ambassade-madagascar.FR.

12 rapporté par Djamel B., Le Quotidien d'Oran, 22 avril 2008.

13 in Le Quotidien du peuple du 4/9/2008.

14 voir V. Niquet « La stratégie africaine de la Chine », Politique étrangère, 2ème trimestre 2006.

la Chine que pour l'Afrique¹⁵. C'est pourquoi le gouvernement a pris la décision d'encourager les entreprises chinoises à accroître les importations en provenance d'Afrique, et en même temps, d'étendre les traitements des tarifs douaniers ruraux (locaux) à la majeure partie des produits importés des pays africains; autant dire une quasi exonération¹⁶.

Selon une étude menée par les spécialistes du FMI chargés du département Afrique au sein de cette institution, la composition des échanges entre l'Afrique et la Chine est semblable à celle du commerce entre l'Afrique et ses autres grands partenaires. En 2006, le pétrole et le gaz représentaient plus de 60 % des exportations africaines vers la Chine, suivis par les minéraux non pétroliers et les métaux, avec 13 %. Les importations africaines de Chine comprenaient surtout des produits manufacturés, des machines et des équipements de transport, qui représentaient près des trois-quarts du total. « Cette similarité dans la composition des échanges suggère que le récent bond du commerce sino-africain reflète en grande partie les avantages comparatifs des deux partenaires, vu leur stade de développement économique, plutôt qu'un intérêt unilatéral manifesté par la Chine pour l'exploitation des ressources naturelles de l'Afrique »¹⁷. Voilà une conclusion qui remet en question les discours alarmistes sur le comportement de la Chine et qui, cerise sur le gâteau, émane d'une institution qui n'a pas l'habitude de ménager la RPC.

La Chine importe d'Afrique des ressources naturelles minérales et des hydrocarbures :

Les matières premières :

- du cuivre et du cobalt de Zambie et de la République démocratique du Congo (RDC) ;
- du platine et du chrome du Zimbabwe, du Congo Brazzaville et du Gabon ;
- du fer du Gabon ;
- du coltan dont les mines à ciel ouvert se trouvent à l'est de la RDC à la frontière avec le Rwanda¹⁸;
- de la bauxite de Guinée Conakry ;

15 Le quotidien d'Oran op. cit.

16 M. Taje « La percée géopolitique de la Chine en Afrique : enjeux et défis » in <http://www.Realitesonline.Com.tn,27/5/2007>.

17 Jian-Ye Wang et A. Bio-Tchané « Afrique Chine : des liens » op. cit.

18 Ce minerai est rare et de grande valeur, il est très recherché parce qu'il sert à produire le tantale qui entre dans la fabrication des puces de téléphone portables et des condensateurs d'ordinateurs.

-
- du phosphate du Maroc ;
 - du bois dur et des grumes du Gabon, du Cameroun, du Mozambique, de Guinée équatoriale et du Libéria pour les meubles et la construction. 60% des 4 millions de m3 exportés par l'Afrique sont destinés à l'Asie dont 96% pour la Chine ;
 - du coton, 20% des importations de coton chinoises viennent du continent africain ;
 - de l'or, de l'uranium, du nickel et du charbon de tous les pays qui en produisent¹⁹.

Cette liste n'est pas exhaustive. Elle indique la variété des importations chinoises et la volonté chinoise de ne délaissier aucune région du continent, surtout que Pékin n'est pas la seule à convoiter les richesses naturelles africaines. De nombreuses puissances sont dans la course (USA ; UE ; Canada ; Inde ...). Le Canada, par exemple tenta, sans y parvenir, de concurrencer la Chine pour l'extraction et l'exploitation de la bauxite guinéenne ; pour enlever ce marché, la Chine a déboursé 3 milliards de \$ pour extraire la bauxite et a consenti à construire un barrage pour fournir l'électricité nécessaire à sa transformation en alumine²⁰.

L'énergie

C'est connu, tout développement économique est friand d'énergie. La Chine en apporte la preuve quotidiennement. Selon l'AIEA, elle est devenue en 2005 le deuxième consommateur du pétrole après les Etats-Unis et le troisième pays importateur de pétrole au monde derrière les Etats-Unis et le Japon.

Pour répondre à ses énormes besoins, pour diversifier ses fournisseurs et limiter sa trop grande dépendance vis-à-vis du Moyen Orient, la Chine a très vite pressenti l'Afrique comme la source « providentielle ». En effet, Pékin courtise les Etats africains producteurs d'hydrocarbures qui fournissent plus de 10% du brut mondial. Ils participent à hauteur de 30% dans l'approvisionnement pétrolier chinois avec une mention spéciale pour l'Angola qui est devenue depuis 2006 le premier fournisseur mondial de brut de la Chine. On rappelle (voir ci-dessus) que le pétrole représente à lui seul plus de 70% de la valeur des importations chinoises du continent.

19 voir « Les intérêts de la Chine en Afrique » 20 janvier 2008 in <http://www.20mai.net/>.

20 Voir. B .Pinel, La Chine, le pétrole et l'Afrique op. cit.

Dans le détail : trois pays se dégagent du lot : l'Angola, le Soudan et le Nigeria ²¹. Ce sont, en effet, les plus grands fournisseurs en pétrole de Pékin, mais les autres pays ne sont pas en reste; la Chine a signé plus de quarante accords pétroliers sur le continent avec, notamment l'Algérie, le Congo Brazzaville, le Gabon, la Guinée Conakry et la Guinée équatoriale, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, la Libye et le Niger. Ces différents accords sont d'inégales valeurs et portent, selon le cas, sur la prospection, la production, le raffinage et le transport. Il faut noter, qu'en plus des échanges commerciaux, la Chine investit directement dans la production, de pétrole pour sécuriser ses approvisionnement en hydrocarbures africains. Ainsi, le Niger a signé en juillet 2008 un contrat de partage de la production avec la compagnie pétrolière chinoise CNOOC qui permettra au pays de produire et d'exporter du pétrole. Pour accompagner ce contrat le gouvernement nigérien prévoit, en collaboration avec la partie chinoise, la construction d'une raffinerie et d'un oléoduc de près de 2000 km jusqu'au port de Cotonou au Bénin. Il en va de même pour l'uranium où le monopole français pour l'extraction du minerai détenu par Areva est terminé et où la China National Nuclear Corporation (CNNC) explore depuis 2006 la concession de Teguida et a obtenu le permis d'exploitation du gisement d'Azelik.

La société pétrolière chinoise CNOOC, spécialisée dans la prospection en offshore, a réalisé au Nigeria le plus gros investissement jamais réalisé à l'étranger, soit plus de deux milliards de dollars. Pékin a investi également quatre milliards de dollars pour remettre en état de marche la raffinerie de pétrole de Kaduna au nord du Nigeria²².

En douze ans, les importations de pétrole d'Afrique sont passées de 9% (hors Maghreb) à 30%. La Chine semble avoir réussi son opération de diversification. Elle a sécurisé ses sources d'approvisionnement. En revanche, la situation est plus problématique pour ses fournisseurs africains qui se retrouvent avec un acheteur prépondérant. En 2005, les importations chinoises représentaient 50 à 60% de la production soudanaise, 16 % de celle du Congo Brazzaville, 15 % de la production angolaise et 10% de celle de la Guinée équatoriale.

L'exportation des produits chinois en Afrique

La croissance chinoise requiert une exportation soutenue de biens manufacturés et de services. Le marché africain peu exigeant sur les normes techniques et environnementales et qui est, par ailleurs, dominé par l'informel, peut devenir un eldorado pour les produits made in China.

21 La Libye, le Nigeria, l'Algérie et l'Angola détiennent 90 % des réserves de l'Afrique. Source: BP Statistical Review of World Energy, 2004.

22 <http://www.casafree.com/>, 26février 2008.

Dans ce domaine aussi, la percée chinoise est exponentielle. Les entreprises chinoises inondent les marchés africains de produits à bon marché, à de prix défiant toute concurrence mais de qualité souvent médiocre. Le textile, les vêtements à bas prix, les produits manufacturés, les médicaments, les produits alimentaires, les jouets, les véhicules de transport ... ect permettent aux sociétés chinoises d'exporter leur surplus de production en Afrique tout en participant à la diminution du chômage en Chine.

A ce sujet, certaines voix s'élèvent en Afrique pour dénoncer cette nouvelle facette de la présence chinoise qui investit le secteur de l'informel. Même si ce thème n'a pas fait l'objet de travaux scientifiques chiffrés, de nombreux articles de presse décrivent le poids du système D pour pallier les défaillances des services de l'Etat. Les villes africaines tentaculaires et peu urbanisées absorbent mal le flot continu des laissés pour compte du développement. Elles n'offrent ni emploi ni conditions de vie décentes ; on y avance des taux de chômage élevés, oscillant, selon les pays et les villes, entre 30 à 40%, particulièrement parmi les jeunes. Dans ces conditions, seul le secteur informel est pourvoyeur d'emplois. Il occupe une proportion importante de la population active. Mais cette activité, déjà non rentable pour l'Etat, devient depuis l'arrivée massive des produits chinois, dangereuse pour l'économie locale. Le secteur informel sert désormais, à écouler ces derniers au détriment de la production nationale qui ne peut leur résister. Plus inquiétant, depuis peu, des expatriés chinois de plus en plus nombreux, investissent ce créneau et se chargent eux même de la vente des produits importés.

Les investissements en Afrique

La présence chinoise sur le continent noir n'a rien d'un mythe. Pékin a investi 1000 milliards de dollars de ses réserves en devises en Afrique où elle réalise 10% de ses investissements directs à l'étranger (IDE)²³.

En plus du volet commercial, la Chine entend renforcer sa coopération avec le continent noir en matière d'investissements. « C'est dans cette perspective qu'elle encourage ses entreprises performantes et crédibles à investir et à s'implanter dans les pays africains, mais aussi à transmettre leurs techniques, pratiques et expériences de gestion. »²⁴. Le gouvernement chinois a décidé, en 2007, de créer un fonds de développement sino-africain doté de 5 milliards de dollars dont le plus grand pourvoyeur est la Banque de développement de Chine (BDC). Ce dernier sert : « à orienter les entreprises chinoises, à les aider à investir et à commercer en Afrique », selon Gao Jian, président du Fonds et vice-président de la BDC.

23 voir V. Fertey « Le rôle de la Chine en Afrique inquiète le FMI » in le quotidien français Le Figaro du 6 août 2008.

24 voir [www. Bijng Information](http://www.BijngInformation), 5 novembre 2007.

Citer l'ensemble des investissements et des réalisations chinois en Afrique serait impossible et d'une certaine façon rédhibitoire. Les montants alloués (1000 milliards de dollars) sont éloquentes. Ils nous permettent d'apprécier le volontarisme dont font preuve les chinois et leur souci de satisfaire toutes les demandes et de répondre à toutes les sollicitations. Du Nord au Sud et d'Est en Ouest du continent, les entreprises chinoises, publiques et privées, grands conglomerats ou entreprises familiales de travaux publics, de construction, de prospection pétrolière ou minière et d'industries manufacturières ... avec leur colonnes d'ouvriers chinois aussi discrets qu'efficaces font désormais partie du paysage africain.

A noter que les investissements chinois couvrent toutes les activités de la plus simple à la plus sophistiquée. « Après plus de deux décennies de réformes et d'ouverture, la Chine est en mesure de satisfaire aux besoins des pays africains, notamment pour les technologies sophistiquées, à un coût relativement bas, et d'apporter son expérience de réduction de la pauvreté et de développement économique », estime Liu Naiya, chercheur de l'Académie des sciences sociales de Chine, spécialisé dans les affaires africaines.

« Le projet de satellite est un bon exemple. Nous avons la technologie et les Nigériens ont un besoin. Une telle coopération est bénéfique pour les deux pays », a-t-il poursuivi. Dans le projet de satellite géostationnaire à quatre fréquences, la Chine a non seulement conçu, construit et lancé le satellite, mais aussi mis en place deux stations de contrôle sur sol et formé 50 techniciens nigériens²⁵. Il est certain que par rapport aux technologies occidentales, celles de la Chine ne sont pas forcément plus avancées mais les services que fournit la Chine sont plus rentables. En plus, comme la Chine est prête à transférer plus facilement et sans conditionnalité ses technologies, cela rend ses produits de haute technologie plus accessibles que les produits occidentaux.

D'autre part, selon le ministre chinois du Commerce²⁶, au 1er semestre 2007, les investissements indirects chinois en Afrique ont atteint 480 millions de dollars. Outre ces investissements, des responsables du ministère du Commerce chinois ont indiqué que la Chine a également signé des contrats de services de main-d'oeuvre de 11,27 milliards de dollars avec les pays africains, durant le même semestre.

La construction de zones de coopération économique et commerciale progresse de manière satisfaisante avec la mise en place notamment de la zone de Zambie-Chine, de Guangdong au Nigeria et d'Egypte-Suez ainsi que de la zone franche de Lekky à Lagos (Nigeria) et le parc industriel Orient en Ethiopie.

25 <http://www.bjinformation.com/> 5 janvier 2007.

26 cité par APA in Le Quotidien d'Oran op. cit.

Les préoccupations liées à la main-d'oeuvre sont aussi prises en considération par le biais de l'accentuation de la formation des ressources humaines africaines²⁷ bien que la tendance générale est de faire appel à la main d'œuvre chinoise mieux formée et moins exigeante. On estime entre 200 000 et 600 000 personnes le nombre d'expatriés chinois travaillant sur le continent noir.

Concernant l'aide au développement (APD), si, historiquement, l'APD tenait une grande place dans l'engagement économique de la Chine en Afrique, les flux d'aide par rapport aux échanges représentaient environ 20 % au début des années 90. La proportion est tombée à environ 4 % en 2004/2005, bien que la Chine ait augmenté son APD à l'Afrique depuis le premier Forum de coopération Chine-Afrique en 2000.

Milliards de dollars	2001	2006
Total des échanges	10,8	56,5
Exportations africaines	4,8	28,8
Importations africaines	6,0	26,7
Aide publique au développement (APD)	--	2,3
APD chinoise	--	1,0
Allègement de dette accordé par la Chine	1,3	1,3
Investissement direct étranger (IDE)		
IDE de la Chine vers l'Afrique	--	0,9
IDE de L'Afrique vers la Chine	0,3	1,1
Projets sous contrat		
Projets chinois en Afrique	1,8	9,5

Tableau 1 : Aide, Commerce et Investissement

Source: Doing Business 2008, International Finance Corporation

Les flux annuels d'aide pour le développement de Chine vers l'Afrique sont passés d'environ 310 millions de dollars en 1989/1992 à près de 1,5 milliard de dollars en 2004/2005 pour atteindre 5,5 milliards en 2007²⁸.

Le secteur agricole

La Chine n'a pas besoin seulement de matières premières minérales et d'énergie, son développement requiert aussi des produits agricoles. Il est important de rappeler que la Chine doit nourrir 20% de la population

27 À noter, qu'actuellement 10 000 africains sont en formation, suite à la création par le forum sino-africain de Pékin 2000, du fonds de développement des ressources humaines.

28 Wang, Jian-Ye "What drives China's Growing Role in Africa?" IMF Working Paper 07/211 (Washington: International Monetary Fund). Finances.

mondiale avec moins de 10% de terres arables. La surface agricole utile (SAU) dont elle dispose, est particulièrement réduite (0,08 ha par habitant) contre 1,8 ha pour la Russie, 1,75 ha pour les Etats-Unis et 0,19 ha pour l'Inde²⁹. Malgré des efforts méritoires, la Chine est depuis 2004 le premier producteur mondial de blé et de riz, le pays reste tributaire des importations. Les autorités sont soumises à une très forte pression exercée par l'augmentation de la population et par l'accroissement de la demande en céréales et en viandes d'une population citadine au niveau de vie croissant. Pour répondre à ce défi, la Chine se tourne de nouveau vers l'Afrique, où elle « esquisse une politique des ressources alimentaires »³⁰.

La satisfaction des besoins alimentaires chinois prend dans plusieurs pays africains la forme de sociétés à capitaux mixtes, de grandes exploitations chinoises « ou bien sans que l'ampleur du procédé puisse être estimé, la location par les propriétaires africains de leur terre »³¹. Les paysans chinois y produisent du coton, du riz, des fruits, des produits saisonniers et même des fleurs, le tout destiné à l'exportation. Le président guinéen Lansana Conté s'est félicité publiquement des résultats obtenus en louant ses terres à des paysans chinois « Je leur ai donné un champ tout sec et vous devriez voir ce qu'ils en ont fait ! » a-t-il confié à S. Michel³².

Les ressources halieutiques africaines sont également convoitées par les chinois. Plusieurs accords ont été signés avec les Etats d'Afrique occidentale pour la pêche industrielle dans le golfe du Bénin.

Cette remarquable percée économique chinoise sur le continent africain est le résultat d'un travail où se conjuguent sérieux et persévérance et qui obéit à une stratégie pleinement étudiée. Les responsables chinois ont manifesté une réelle volonté politique d'accompagnement ; ils ont mis en place une organisation efficace pour assister leurs hommes d'affaires et leurs entrepreneurs. Même si, il y a lieu de rappeler ici qu'en comparaison avec d'autres continents, l'Afrique ne représente que moins de 5% du total des échanges commerciaux de la Chine, bien loin derrière l'Asie (40%), l'Europe (17%) et les Etats-Unis (15%). Mais les chinois parient sur l'avenir et les énormes potentialités africaines, d'où leur souci d'accompagner leur business par une forte présence politique.

29 Au sujet de la situation alimentaire de la Chine, voir Jean-Pierre Cabestan, « Vers une crise alimentaire en Chine et dans le monde ? Entretien exclusif avec Lester Brown », Perspectives chinoises, n° 42, juillet -août 1997, pp. 11-20.

30 Selon P. Richer « La Chine en Afrique » in Revue Esprit en ligne, op. cit.

31 P. Richer *ibid*.

32 Entretien accordé par S. Michel in <http://www.letemps.ch/>, 29 juin 2008.

B - La Dimension politique

On ne peut comprendre le bond réalisé dans les échanges commerciaux si on omet d'évoquer les liens politiques sino-africains. Dans sa quête de déploiement en Afrique, la Chine a investi les trois niveaux de la coopération : le bilatéral, le régional et l'international.

Les relations sino-africaines sont d'abord bilatérales. La Chine est diplomatiquement présente en force sur le continent noir. Elle entretient des relations diplomatiques avec 48 pays sur les 53 que compte le continent. Elle a signé des traités d'amitié et de coopération avec la plupart des Etats africains.

Politiquement, les plus hautes autorités de l'Etat, Président de la République et Premier Ministre, s'investissent personnellement en donnant l'exemple : le Président Hu Jintao a effectué en 2006 son troisième voyage en trois ans en Afrique où il visita huit à dix pays à chaque fois. Le 8 Février 2009, il entama un quatrième périple africain qui le mena successivement au Mali, au Sénégal, en Tanzanie et à l'île Maurice.

Le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères ont visité à leur tour de nombreux Etats. En moins de deux ans, la moitié des Etats africains ont reçu des responsables chinois. En fait, Ministres et hautes personnalités de l'Etat se relaient sans discontinuité en Afrique. Interrogée sur cette frénésie de visites, Mme Jiang, porte parole du Ministère chinois des Affaires Etrangères, précisa que : « c'était une tradition pour les ministres chinois des affaires étrangères depuis plus de dix ans d'effectuer une tournée de bonne année dans les pays africains »³³. En effet, depuis 1991, la Chine a maintenu la tradition qui veut que tous ses Ministres des Affaires étrangères commencent leurs visites officielles annuelles par l'Afrique.

De leurs côtés, les Présidents africains sont destinataires d'invitations pour des visites d'Etat qui se terminent généralement par de communiqués communs vantant la solidarité sino-africaine et affirmant l'identité des points de vue des dirigeants sur les problèmes internationaux³⁴. Elles sont aussi l'occasion pour signer des contrats pour la réalisation de grands travaux d'infrastructures (routes, voies ferrées, barrages, oléoducs) ainsi que dans les secteurs de l'énergie ou de la haute technologie (télécommunications, espace, énergie nucléaire civile).

Les rencontres multilatérales sino-africaines, qu'il s'agisse des forums regroupant entrepreneurs et hommes d'affaires ou des grandes rencontres

33 actu -<http://www.casafree.com/> 26février 2008.

34 voir les documents sur les sites officiels des ministères des affaires étrangères des pays africains et sur celui de la Chine.

politiques Chine -Afrique, offrent également l'opportunité aux deux parties d'approfondir leurs liens et de les diversifier. En 2000, la Chine a inauguré le cycle des grandes rencontres africaines ; ce fut le premier forum de la coopération sino- africaine réuni à Pékin, suivi trois ans plus tard par celui d'Addis-abeba et en 2006 par celui de Pékin. C'est «La plus importante conférence internationale organisée par la Chine depuis 1949», selon les autorités chinoises, Elle scella de façon durable les retrouvailles sino-africaines (48 chefs d'Etats et de gouvernement y prirent part)³⁵.

A côté de l'économie et du commerce, la Chine a aussi des intérêts politiques à promouvoir en Afrique où sa présence en force lui sert pour affirmer son statut de grande puissance aux objectifs mondiaux. En Afrique, la Chine vise, en premier lieu, à limiter l'influence des occidentaux, Etats-Unis en tête, qu'elle juge à tort ou à raison comme concurrents dans l'accès aux sources d'énergie africaines. Elle vise aussi à y freiner l'influence japonaise. Les deux géants asiatiques se disputent, en effet, les voix africaines aux Nations unies pour appuyer leur politique respective. Pékin veut ainsi premièrement neutraliser la diplomatie nipponne, qui démarche activement les Etats africains afin d'avoir leur appui pour l'obtention d'un siège permanent au conseil de sécurité des Nations unies et, deuxièmement, s'assurer le soutien africain sur le litige qui l'oppose à Tokyo sur la question de la définition de zones économiques exclusives en mer de Chine. En contrepartie, la RPC offre son appui diplomatique aux Etats africains qui le sollicitent. Ainsi, elle opposa son veto à la volonté onusienne d'expédier une force de maintien de la paix sans l'accord de Khartoum. La résolution 1567 sur le Darfour, adoptée en 2004, fortement édulcorée suite à l'intervention chinoise, évita la condamnation et l'embargo à Khartoum³⁶.

Enfin, last but not least, Pékin veut parachever l'isolement de Taiwan sur la scène internationale en amenant les africains à reconsidérer leurs liens avec Taipei. Il y a lieu de rappeler à ce propos que les propositions de coopération chinoise ne sont pas dénuées de conditions comme se plaisent à le répéter les officiels chinois et africains. Appliquant, à sa façon, la doctrine Hallstein, la Chine exige de ses futurs partenaires la rupture préalable de leurs relations avec Taiwan.

Pour se rapprocher de Pékin, l'Afrique du Sud a dû rompre avec Taiwan en 1998 tout en conservant, il est vrai, des liens économiques étroits, suivis par le Libéria en 2003, le Sénégal en 2005 et enfin le Tchad en 2006. Ce revirement d'alliance est mal vécu par Taiwan qui a beaucoup investi sur l'Afrique. Mais la Chine peut aujourd'hui, au même titre que Taipei, jouer

35 voir F. Koller « Pékin convoque l'Afrique pour placer ses pions » in le quotidien suisse Le Temps du 2 novembre 2006.

36 lire J. P. Thompon. *Journal Alternatives* 2007 Volume 14 - n° 02.

de l'argument du chéquier en plus de tous les autres atouts dont elle dispose et qui font défaut à Taiwan. Le résultat est sans appel : actuellement, seuls cinq pays sur les cinquante trois que compte le continent, continuent à reconnaître Taipei : Sao tomé et Principe, le Burkina Faso, la Gambie, le Malawi et le Swaziland. Mais le comportement de Pékin reste souple et empreint de pragmatisme. En 1991, après l'établissement de relations diplomatiques entre la Centrafrique et Taiwan, la Chine, en contradiction avec ses condamnations, a, néanmoins continué d'honorer ses contrats commerciaux, notamment, la construction du barrage de Mbali. Plus près de nous, la Chine a continué à faire des affaires et à investir au Tchad alors que ce dernier a maintenu ses relations diplomatiques avec Taipei jusqu'en 2006 où I. Déby céda aux pressions de Pékin.

Parallèlement, le régime chinois ne manifeste aucune exigence en matière de démocratie ou de bonne gouvernance. Il a démontré sa volonté d'investir dans des pays que d'autres évitent. Les guerres civiles, l'instabilité politique chronique, les infrastructures en ruines, la corruption ... ne suffisent pas à empêcher la Chine de coopérer avec l'Afrique. Le Président chinois Mr. Hu Jintao, qui visita plusieurs Etats africains, promet à chaque fois à ses homologues « que la chine n'imposera jamais son idéologie et son système social ni son modèle de développement... ». Il précise que « son pays traite les Africains d'égal à égal, qu'il respecte leur souveraineté et le principe de non-ingérence ». Un diplomate chinois précise « Nous pensons que nous n'avons pas le droit de leur dire comment gouverner leur pays (...); nous préférons dialoguer sur les problèmes graves, les questions d'environnement, de bonne gouvernance et de commerce »³⁷.

A noter, toutefois, qu'il arrive que les autorités chinoises dérogent à ce principe fondateur de leur « longue marche » vers l'Afrique et n'hésitent pas, le cas échéant, à rompre cette politique de non ingérence dans les affaires intérieures de leurs partenaires³⁸. Ainsi, en 2004 en Angola, l'association britannique Global Witness révéla qu'une partie du prêt de 2 milliards de dollars alloué par la banque d'Etat chinoise Eximbank pour rebâtir les infrastructures détruites par la guerre civile, vient d'être détournée au profit de la campagne présidentielle de Dos Santos (prévue pour 2006). Sous pression chinoise, le secrétaire du conseil des ministres angolais, principal concerné par le détournement, a quitté son poste le 9 décembre 2004. Autre cas plus explicite, en Zambie, le candidat à la présidentielle, M. Sata, a fait campagne autour des thèmes antichinois. Il ne gagna pas (29% des suffrages). Mais La Chine a fait savoir que si Sata était élu, elle couperait ses liens économiques avec la Zambie³⁹.

37 In F .Lafargue op. cit. Ainsi que « La Chine prédateur ou partenaire » titre d'une dépêche de l'AFP, 24/10/2008.

38 in J.C. Servant op. cit.

39 lire J. P. Thompon. op. cit.

Officiellement, les autorités chinoises multiplient les déclarations sur leurs intentions, leurs objectifs et leur désir d'aider au développement de l'Afrique ; le Premier Ministre Jia Bao déclara au forum de Pékin (2000) : « La Chine entend travailler de concert avec les pays africains pour renforcer un partenariat d'un type nouveau caractérisé par la durabilité, l'égalité des avantages réciproques et la coopération globale et en faire un exemple de coopération Sud/Sud⁴⁰. C'est le fameux modèle chinois du Win /Win (gagnant/gagnant) proposé aux africains. Le livre blanc sur la politique africaine de la Chine (2006) précise que : «La Chine œuvre à établir et développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant- gagnant sur le plan économique »⁴¹.

Même si confronté à la réalité du terrain, ce discours égalitaire, peut paraître démagogique, voire de mauvaise foi au regard de l'asymétrie qui caractérise les moyens de l'un et les besoins des autres, les dirigeants africains en sont satisfaits et ils n'hésitent pas à le dire. Omar Bongo, l'inamovible Président gabonais, grand ami des dirigeants chinois déclara « Le charme de la Chine est qu'elle ne se mêle pas des affaires intérieures des pays avec lesquels elle coopère, contrairement aux européens qui ont une attitude condescendante et moraliste »⁴².

On rappelle, par ailleurs, que sur le plan diplomatique, la Chine soutient publiquement une candidature africaine au Conseil de sécurité des Nations unies tout en estimant que le choix du ou des pays représentatifs est du ressort exclusif de l'Union africaine.

En vérité, l'implantation chinoise suscite des sentiments contradictoires tant chez les africains que chez les étrangers. Les avis sont partagés entre la satisfaction de voir un nouvel acteur investir l'aide au développement. « La Chine a changé le jeu du développement », estime Chris Alden, responsable du programme de recherche sur la Chine au sein de l'Institut sud africain des affaires internationales. Mr Ould Mohammed Awah, professeur d'économie à l'université de Nouakchott, abonde dans le même sens : « l'approche chinoise du développement est très pragmatique. Les projets réalisés et financés par les chinois sont visibles et concrets : routes, ports, mines...ect...»⁴³; la peur d'être à nouveau exploité : la Chine impose ses compagnies et sa main-d'œuvre pour les projets qu'elle finance et, enfin, la crainte de voir Pékin, sous couvert de politique de non-ingérence, soutenir des régimes autocratiques mis au ban de la société internationale, à qui elle fournit armes et munitions que certains utilisent contre leurs populations. Ce volet de la présence chinoise en Afrique (coopération dans le domaine militaire) est très critiqué par les occidentaux et ne

40 voir APEM <http://www.apetudiante.info/spip.php>, 29 juillet 2007.

41 Ch. Arthur <http://www.wikio.fr/article/7862062> 4 novembre 2006.

42 voir APEM op. cit.

43 le Figaro, 6/8/2008 op. cit.

trouve pas grâce aux yeux de la société civile et des ONG de défense des droits de l'homme.

C – La dimension militaire

La Chine est non seulement une grande puissance économique qui rivalise avec les autres puissances (USA, Union européenne, Japon), mais elle est aussi une puissance diplomatique membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, qui dispose du droit de veto et, enfin, une puissance militaire qui dispose de l'arme nucléaire et qui, depuis 2003 avec l'envoi de la fusée Shenzhou et du premier taikonaute dans l'espace, a prouvé qu'elle était une puissance spatiale avec qui il fallait compter désormais. En conséquence, la présence chinoise sur le continent se décline aussi en termes militaires. Son activité dans ce secteur est aussi efficace que discrète. Elle porte sur les ventes d'armes, l'assistance et la formation et enfin une présence en force du personnel militaire dans les représentations diplomatiques chinoises en Afrique.

Evoquant la coopération militaire de son pays avec l'Afrique, l'ambassadeur chinois à Alger souligne que son pays « travaille à multiplier les contacts de haut niveau entre les armées des deux parties et à développer activement les échanges ainsi que la coopération sur les technologies militaires... la Chine continuera, selon lui, à aider les pays africains dans la formation du personnel militaire et les soutient dans leurs efforts de renforcement de la défense nationale qui permettent d'assurer leur propre sécurité ⁴⁴. Décodé, ce discours revient à dire que la coopération s'articule autour de la formation et de l'approvisionnement en armes notamment légères et en engins motorisés.

L'industrie d'armement chinoise vend des armes aux pays qui les sollicitent, particulièrement les Etats en proie à des troubles ou des guerres. L'Erythrée, l'Ethiopie, le Soudan, le Libéria, le Rwanda, la RDC, l'Angola, le Botswana et le Zimbabwe, notamment pour l'Afrique subsaharienne ainsi que l'Egypte, l'Algérie ou la Libye pour les Etats nord africains se fournissent en armes chinoises. La République populaire de Chine (RPC) a aussi construit trois usines de fabrication d'armes légères au Soudan ainsi qu'au Zimbabwe et au Mali. Le marché africain permet à la Chine de tester son matériel militaire qui reste, selon les spécialistes, « rudimentaire ». Elle fournit des avions d'entraînement K8 à la Namibie, au Soudan et au Zimbabwe ainsi que des hélicoptères au Mali, à l'Angola et au Ghana, de l'artillerie légère, des véhicules blindés et des camions militaires ainsi que du matériel de communication à la quasi-totalité des Etats de la région⁴⁵. La coopération militaire s'est particulièrement renforcée en 2005 avec la

⁴⁴ El watan, quotidien algérien du 7/2/2006.

⁴⁵ voir V. Niquet « La stratégie africaine de la Chine » op. cit., pp. 363/364.

signature d'accords de coopération militaire avec les Comores et la RDC dont le chef d'Etat major s'est rendu à Pékin pour signer cet accord considéré par les deux parties comme stratégique. Mais le pays qui bénéficie le plus de l'aide chinoise est le Zimbabwe. Soumis à embargo occidental sur les armes en 2004, il reçoit de la Chine des blindés, des chars de l'artillerie, des vedettes rapides et des batteries de défense anti-aériennes⁴⁶.

Par ailleurs, Pékin assiste et forme plusieurs armées africaines (en particulier au Zimbabwe, en Afrique du Sud et au Tchad). Elle offre des programmes de formation soit en Chine où les officiers effectuent des stages de plusieurs mois ou sur place avec des instructeurs chinois. La Chine serait, selon le rapport d'Amnesty International publié juin 2006, responsable de la vente illicite de pistolets et autres armes d'épaule dans des pays comme l'Afrique du Sud où ces armes sont souvent utilisées illégalement pour des activités criminelles (vol, racket). Globalement, les ventes d'armes vers l'étranger rapportent, selon des estimations, plus d'un milliard de dollars à la Chine⁴⁷. Il faut préciser que Pékin reste très discrète sur ce commerce ; les autorités chinoises ne publient aucune information sur ses transferts d'armement à l'étranger et elles n'ont soumis aucune donnée au registre des armes classiques des Nations unies ces huit dernières années.

Pour effacer cette image quelque peu écornée la Chine s'implique de plus en plus dans les opérations de maintien de la paix en Afrique ; en janvier 2003, un premier contingent fut envoyé en RDC auprès de la MONUC (mission des Nations unies pour le Congo), suivi d'un second contingent en 2005 au Libéria (MINUL), soit un total de 1500 hommes intervenant sous la bannière de l'ONU⁴⁸. Cette activité permet, par ailleurs, à Pékin de développer des formes de coopération militaire et d'aide à la formation des troupes africaines, relevant de l'Union africaine ou de la CEDEAO avec d'autres puissances plus impliquées en Afrique, comme la France et la Grande Bretagne. En parallèle, les chancelleries occidentales relèvent l'impressionnante concentration d'attachés militaires chinois dans les quatorze pays membres de la SADC⁴⁹, signe du grand intérêt qu'accorde l'Empire du milieu à cette sous-région africaine.

Après ce tableau forcément incomplet des liens sino-africains, quelle appréciation peut-on en apporter ? On retiendra à ce stade deux éléments qui sont la formidable expansion de la présence chinoise sur le continent à l'orée de ce troisième millénaire et l'intérêt qu'elle suscite entre espoir

46 Le Monde diplomatique, la valise diplomatique, 24 juin 2008.

47 cf. Rapport d'Amnesty International du 11 juin 2006.

48 Lire Mbaye Cisse « L'affirmation d'une stratégie de puissance : la politique africaine de la Chine, en ligne, www.Diploweb.Com.

49 in J. C. Servant, le Monde diplomatique, op. cit.

et controverse. On va essayer de répertorier les facteurs de la réussite chinoise sur le continent et ceux qui, au contraire, font débat.

3 -Appréciation d'un bilan

Pour comprendre et analyser les liens tissés par Pékin avec le continent africain, l'observateur doit se référer au discours et à la pratique. Il doit être attentif aux arguments présentés par toutes les parties concernées, des plus enthousiastes aux plus septiques.

A –Au niveau discursif

Arguments à l'appui, la Chine s'attache à réfuter point par point les critiques qui lui sont adressées concernant ses relations avec l'Afrique. Dans sa rhétorique et afin de bien souligner sa spécificité, la Chine joue de son double statut de pays en développement et de grande puissance. En effet, passant outre des performances commerciales incontestées, des réalisations économiques célébrées par tous les protagonistes amis et concurrents, des percées importantes dans les sciences et la technologie et une présence diplomatique et militaire digne d'une superpuissance, Pékin joue la carte de la modestie. Politiquement, elle met un point d'honneur à se présenter aux africains comme un pays du Sud à qui ils peuvent s'identifier. En 2000, cinquante ans après Bandung, le Président Zhang Zenin ouvre le premier forum Chine- Afrique en prononçant la phrase de ralliement que n'auraient pas renié Mao et Zhou Enlai : « La Chine est le plus grand pays en développement du monde et le continent africain regroupe le plus grand nombre de pays en développement au monde ».

Par ailleurs, la Chine se plaît à rappeler à ses partenaires qu'elle n'a jamais laissé tomber le continent même dans les situations les plus difficiles. L'ostracisme occidental qui, à tort ou à raison, a frappé certains pays : Nigeria dans les années 1970, Algérie dans les années 1990 et Zimbabwe ou Soudan actuellement, n'a pas infléchi la position chinoise. Pékin, insensible au discours occidental et à celui des ONG militant en faveur des droits humains, maintient ses relations diplomatiques et développe ses liens économiques avec tous les régimes africains, y compris ceux en délicatesse avec les occidentaux, comme le Zimbabwe, objet de sanctions de la part du Commonwealth et de l'Union européenne en raison de la fraude électorale et de violence politique, mais qui reste classé parmi les gros partenaires de la Chine⁵⁰. Le pourquoi de cette attitude est simple; la Chine, forte de sa propre expérience, exerce un découplage entre le développement économique et les réformes politiques. Fidèle à son

50 Lire à ce sujet Colette Braeckman, « Bataille pour la terre au Zimbabwe », Le Monde diplomatique, mai 2002. et A. Conchiglia « Fin de règne à Harare », le Monde diplomatique, septembre 2005.

idéologie et à sa pratique politique, elle privilégie le maintien des liens et la discussion à la dénonciation et le boycott. Cette stratégie agréée les régimes africains majoritairement fermés et autoritaires qui ont ouvert leur pays et leur économie au géant asiatique.

En outre, passant du verbe à l'acte, la Chine sait se montrer généreuse⁵¹. Elle module ses apports financiers entre dons et prêts selon les attentes et les objectifs recherchés. Les populations locales africaines bénéficient de dons pour la construction d'infrastructures sanitaires, éducatives, sportives ou sociales (des hôpitaux, des écoles, des stades, des forages de puits ont été financés par des dons chinois dans de nombreuses régions en Afrique). 15000 médecins ont ouvert des dispensaires dans 47 pays africains prenant en charge les besoins sanitaires des populations notamment en zones rurales⁵². Concernant les prêts, tout le monde s'accorde à dire qu'ils sont très avantageux. Ce sont des prêts à long terme (de 20 à 30 ans) avec des taux d'intérêt faibles (1,5 %) et une période de grâce de plusieurs années⁵³.

Récemment, la Chine a, par deux fois, accordé un allègement de dettes, selon ses conditions aux pays africains. Entre 2000 et 2002, elle a annulé des arriérés atteignant 1,3 milliard de dollars et en 2006, elle effaça encore 1,2 milliards de la dette des 33 pays africains lourdement endettés et peu développés qui ont des relations diplomatiques avec elle. Faute de données suffisantes, il est difficile de comparer les conditions de l'allègement accordé par la Chine avec celles de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, du programme conjoint du FMI et de la Banque mondiale et celle des autres créanciers⁵⁴.

Concernant les soupçons de « néo-colonialisme » de la Chine soulevés par certains: « La Chine se comporte désormais comme n'importe quelle autre puissance soucieuse de ses intérêts bien compris. Elle cible sa coopération

51 voir le site xinhuanet et Africatime du 16/01/2009 où on trouve détaillées les mesures décidées, lors de la rencontre sino africaine de 2006 : L'aide au développement sera doublée à échéance 2009, des prêts et des crédits préférentiels : 3 millions pour les premiers et 2 millions de crédits d'achat dans les trois prochaines années, la création d'un fonds d'investissement de cinq milliards de dollars. Ces deux dernières actions sont mises en œuvre par l'Eximbank et la China development bank. L'annulation de la dette des pays africains pauvres pour les prêts à échéance 2005. Une ouverture plus importante du marché chinois aux produits africains, on passe de 190 à 440 articles pour les pays les moins développés. La construction d'un centre pour l'Union africaine. Une participation à l'établissement de trois à cinq zones de coopérations économiques et commerciales (zones franches) dans les trois ans. La formation de quinze mille professionnels africains dans les trois ans. L'envoi de cent experts pour mettre sur pied dix centres techniques d'agriculture. 300 millions de dollars de bourses offertes à des jeunes volontaires chinois afin de créer cent écoles et enfin le doublement des bourses pour l'accueil d'étudiants d'ici 2009.

52 In Bakchich. info op. cit.

53 Lire PH. Richer. Esprit op. cit.

54 Jian-Ye Wang et A. Bio-Tchané « Afrique Chine : des liens » op. cit.

avec des pays à fort potentiel, qu'il s'agisse des matières premières, de pouvoir d'achat et d'influence diplomatique.» Soutient Marc Aicardi de Saint-Paul⁵⁵. Le Ministre chinois du Commerce Boxilai répond, lors de la session parlementaire annuelle en mars 2006 : « La Chine a été autrefois victime du colonialisme, mais elle n'a jamais eu l'intention de coloniser les autres pays ... » et de poursuivre : « selon les statistiques, 36 % des exportations de pétrole africain sont allées vers l'Europe en 2006, 33 % aux Etats-Unis et 8,7 % seulement en Chine. Si l'on considère 8,7 % comme un pillage, alors que penser des 36 % et des 33 % ? »⁵⁶.

Les autorités chinoises répondent à leurs détracteurs que leur présence a permis de renouveler l'intérêt du monde pour le continent⁵⁷. La Chine a en quelque sorte servi, de faire valoir et a suscité les convoitises ou l'intérêt d'autres puissances. Les occidentaux, pour reconquérir le terrain perdu des « chasses gardées », les géants asiatiques comme le Japon ou l'Inde à la recherche de zones d'influence, jusqu'aux puissances régionales qui comme la Turquie et le Brésil veulent s'investir dans un continent où certains ne voyaient que coup d'Etats conflits, famine et sida ...ect. Ce soudain intérêt a fourni aux africains l'opportunité de choisir leurs partenaires. Le monopole occidental semble avoir vécu. Mondialisation oblige, les offres de coopération et de développement se multiplient. Elles permettent aux africains de les mettre en concurrence et souhaitant, de choisir les meilleures. Ce n'est pas être naïf que de croire à cette possibilité ; les dirigeants africains ont, peut être pour la première fois, l'opportunité historique d'instaurer de relations sinon équilibrées, en tout cas moins inégalitaires avec une puissance mondiale qui clame haut et fort son désir d'égalité et de confiance mutuelle.

Les relations internationales étant bâties sur les intérêts bien compris des Etats, les déclarations de bonnes intentions ne suffisent pas. Aussi, sans verser dans la sinophobie ou dans la « sinomania », et au-delà des polémiques et des prises de position plus ou moins objectives, Il nous semble important de répertorier les éléments positifs et les dérives auxquelles donne lieu l'implantation chinoise en Afrique afin d'esquisser les perspectives.

B - Au niveau pratique

Sur le terrain, il est certain que la présence chinoise de par son importance et sa complexité ne peut pas être uniforme ou exemplaire. Comme toute activité, elle enregistre des ratés, elle connaît des difficultés et parfois des

55 M. Aicardi de Saint Paul « La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt », Géopolitique africaine, n° 14, Paris, printemps 2004.

56 <http://www.bjinformation.com/> op. cit.

57 voir APEM op. cit.

échecs. En dépit de la satisfaction des dirigeants africains et nonobstant les reproches plus ou moins sincères et désintéressés en provenance de l'extérieur, on s'arrêtera sur les réserves et les mécontentements qui commencent à se faire entendre sur le continent. Ils proviennent des citoyens africains, toutes catégories socio professionnelles confondues (travailleurs, commerçants, industriels, syndicalistes, opposants politiques, journalistes...). En substance : le premier reproche s'adresse aux entreprises chinoises qui génèrent peu d'emploi local parce que les opérateurs chinois préfèrent les ouvriers venant de Chine qui acceptent des cadences de travail très élevées, des salaires plus bas et des conditions de vie sur chantier des plus spartiates. De plus, cette main d'œuvre n'est pas soumise aux règles locales de travail et de salaire. Ces travailleurs ont peur d'être renvoyés chez eux en cas d'indiscipline ou toute autre activité « non légale »⁵⁸. Lin Peng, patron de la plus grande entreprise de construction chinoise en Zambie, justifie cette pratique en invoquant la rentabilité : « importer de la main d'œuvre chinoise est préférable aux ouvriers africains ... qui veulent des pauses-thé et un grand nombre de jours de congé, ce qui signifie un plus grand coût »⁵⁹.

Les professionnels africains relèvent, pour leur part, que les investissements en provenance de Pékin profitent en priorité aux ressortissants chinois (entrepreneurs public et privé et personnels d'encadrement et d'exécution), ils sont, donc indirectement, réinjectés dans l'économie chinoise. L'industrie chinoise est décriée aussi pour la contrefaçon dont elle inonde les marchés africains, soulevant les protestations et les mises au point des maisons-mères⁶⁰.

De nombreux africains s'interrogent, par ailleurs sur les finalités chinoises sur le continent. La crainte de voir la reproduction chinoise du modèle de

58 Certaines sources prétendent que cette main d'oeuvre est constituée de détenus qui ne coûtent que leur nourriture, rendant toute concurrence imbattable in F. Pinel op. cit.

59 P. Sommermeyer « La Chine en Afrique » in *Divergences* n°14 juillet 2008 <http://divergences.be/spip.php> - Selon S. Michel in *Le Temps*, 29 mai 2008, la recette de la réussite chinoise : c'est d'amener des ingénieurs payés 500 euros par mois alors qu'un occidental en coûterait 15000. Là où un Français amènerait sa femme et ses enfants, aurait besoin d'une école internationale, d'une voiture de fonction et de vols réguliers vers l'Europe, le chinois vient seul, dort dans son usine, sur une paille devant ses machines ou pas loin, et fait tous les métiers possibles - ingénierie, achat de pièces détachées, logistique etc. Pour eux, l'Afrique est une terre de promesse, non de ténèbres comme pour beaucoup d'occidentaux».

60 En Algérie, par exemple, la presse publie régulièrement des mises en garde sur les produits contrefaits mettant en exergue leur dangerosité. Dans un article au titre évocateur : « un tiers des produits vendus en Algérie est contrefait » le responsable de l'union nationale des commerçants et artisans donne des chiffres inquiétants : le pourcentage de la contrefaçon représente 50% pour les pièces détachées de voitures, 40% pour les cosmétiques, 40% pour les vêtements et les chaussures et 12% pour les articles ménagers. Certes, tous ces produits ne proviennent pas de Chine ; mais cette dernière y contribue fortement. In *le quotidien algérien Liberté* du 26/1/2009.

développement initié jadis par les occidentaux : c'est-à-dire importation de matière premières dont prioritairement les hydrocarbures et exportation vers le continent de produits fabriqués en Chine se fait de plus en plus prégnante jusqu'à atteindre le niveau officiel. Le Ministre zambien du commerce et d'industrie déclara à ce sujet : « Il y a des travailleurs chinois qui poussent la brouette. Ce n'est pas le type d'investissement dont nous avons besoin. Je comprends qu'il y a un milliard 200 millions de chinois mais ce n'est pas une raison pour les envoyer en Afrique... S'il s'agit juste d'échanger nos ressources contre des produits bon marché et des travailleurs ce ne sera pas à notre bénéfice »⁶¹.

On reproche également à Pékin de participer à un nouveau surendettement de l'Afrique au moment où les bailleurs traditionnels s'efforcent de réduire la dette africaine en annulant notamment celle des plus pauvres. On rappelle que la RPC a créé en 2007 un fonds spécial d'investissements de 5 milliards de dollars. Ce déferlement de financement chinois « inquiète » le FMI. « Il fait craindre le pire pour la situation budgétaire des économies africaines. Certes ces capitaux sont les bienvenus ... mais il faut s'assurer que les taux d'intérêt pratiqués ne remettent pas en cause la maîtrise de la dette des pays destinataires » précise son directeur D. Strauss-kan ⁶². Toutefois, en dépit de l'inquiétude qu'elle peut légitimement susciter chez certains, on peut d'ores et déjà dire que l'arrivée massive des capitaux, des entreprises et de l'ingénierie chinoise a eu des retombées positives sur le continent.

Concernant le volet politique, l'attitude chinoise de non ingérence soulève l'indignation des militants des droits de l'homme et de la démocratie qui considèrent la coopération sino-africaine actuelle comme un encouragement à des régimes autoritaires et corrompus. A ce propos, nous pensons que pas plus que la France (souvenons nous du discours de F. Mitterrand au sommet France -Afrique de la Baule) et les Etats-Unis antérieurement, la Chine ne peut aujourd'hui, imposer la démocratie sur le continent. Cette dernière ne peut être qu'endogène, fruit de luttes et sacrifices. On sait, en effet, ce qu'il est advenu de la vague de démocratisation par le haut, ordonnée par les institutions de Bretton-Woods et pilotée de l'extérieur. La réalité africaine en ce début de siècle est amère et le sort réservé à la démocratie affligeant : les coups de force militaire se multiplient au sud du continent (Mauritanie, Guinée) alors que la démocratie « responsable » fleurit au nord (Egypte, Tunisie, Algérie).

Les insuffisances relevées, il nous faut souligner les apports. En tout cas, il y a une chose de certaine, le taux de croissance de 5 à 6% que connaît en moyenne l'Afrique depuis 2002/2003 est incontestablement lié aux investissements chinois, sans, il est vrai, pouvoir pondérer le poids effectif

61 in P. Sommermeyer op. cit.

62 Le Figaro op.cit.

de la participation chinoise⁶³ (voir tableau 1 ci-dessus). Un second point à mettre également, à l'actif de la Chine : il s'agit de son volontarisme. Malgré un climat économique général médiocre pour les affaires et l'investissement (voir tableau 2 sur le climat des affaires), la Chine poursuit et intensifie ses activités en Afrique. Selon le classement établi par la Société financière internationale (SFI), le continent a, certes progressé ces dernières années, mais il reste en retard par rapport à d'autres régions du monde ; 24 des 30 pays où le climat des affaires est le plus coûteux sont en Afrique subsaharienne ⁶⁴.

Pays	Classement
Les mieux classés	
Maurice	27
Afrique du Sud	35
Namibie	43
Botswana	51
Kenya	72
Ghana	87
Les moins bien classés	
Burundi	174
République du Congo	175
Guinée –Bissau	176
République Centrafrique	177
République dém. du Congo	178
Moyenne par région	
Asie de l'Est et Pacifique	77
Amérique latine et Caraïbes	87
Asie du Sud	107
Afrique subsaharienne	136

Tableau 2 : Climat de l'Investissement

Source : Les données du commerce viennent des statistiques douanières

In Wang (2007) IMF Working paper 07/211 (Washington International Monetary fund)

63 PH. Richer, revue Esprit Op. Cit.

64 Selon la SFI « créer un climat favorable aux affaires nécessite moins de bureaucratie, plus de transparence lors de l'attribution des marchés, une fiscalité moins discriminatoire entre opérateurs nationaux et étrangers, un régime douanier qui facilite la circulation des biens et des services, une législation du travail qui, tout en protégeant les travailleurs, permet une certaine flexibilité et enfin remédier aux insuffisances dans les infrastructures et le transport ».

Les échanges sino africains ne sont pas à sens unique, contrairement à ce que laisse penser la littérature, notamment occidentale, qui foisonne sur le sujet. Les IDE entre l'Afrique et la Chine circulent dans les deux sens. Bien entendu, nous sommes loin des centaines de milliards de dollars chinois mais l'investissement africain en Chine a nettement augmenté ces dernières années si l'on croit l'étude du FMI citée précédemment. Par ailleurs, si la Chine importe énormément du continent, elle y exporte aussi. Soit par le biais de commerçants chinois soit, phénomène qui se répand de plus en plus, par l'intermédiaire d'africains. Ce sont des milliers d'Africains qui se rendent aujourd'hui régulièrement à Pékin, Shanghai ou Guangzhou pour acheter les produits chinois et les revendre sur les marchés d'Alger, Dakar, Lagos ou Libreville et qui ont nettement amélioré leur niveau de vie grâce à ce commerce alors, que d'autres se sont installés durablement pour s'approvisionner en surplus des usines de confection (tail goods). Ces échanges d'hommes et de marchandises ont renforcé les relations et porté le chiffre global des échanges sino-africains à près de 100 milliards de dollars. Il est certain que cette intense activité commerciale a contribué à sortir l'Afrique de sa marginalisation et à l'intégrer dans les flux du commerce international permettant ainsi aux économies nationales africaines d'intégrer l'économie mondiale.

De son côté, l'importation des produits chinois à bon marché (même de qualité moindre) dans l'électroménager, la téléphonie, l'électronique et l'informatique a permis de mettre fin au monopole exercé par les marques européennes et japonaises, contribuant de la sorte à réduire le retard africain dans le secteur des nouvelles technologies, de la communication et de l'information et de combler le gap ou ce que certains nomment « la fracture numérique ».

L'intervention de la RPC en Afrique a remis en question les conditionnalités des institutions financières internationales (Banque Mondiale et Fonds Monétaire Internationale) et contre toute attente, c'est ce partenaire du développement qui a tiré le plus grand profit des plans d'ajustement imposé par ces institutions aux Etats africains dans les années 1980 /1990. On se rappelle que ces dernières ont exigé, entre autres, la réduction des protections douanières et l'instauration d'un système d'appel d'offres ouvert pour la passation des marchés. Conséquences imprévues : ouverture des marchés africains aux produits chinois et avantage pour les entreprises chinoises qui raflent les plus gros contrats car leurs offres sont d'environ 30% moins chères que celles de leurs concurrents. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, la BM félicite la Chine « pour son rôle croissant comme financier de l'Afrique subsaharienne et réitère sa disponibilité de travailler avec tous les partenaires pour partager ses expériences et veiller à ce que les investissements aient le meilleur impact sur le développement »⁶⁵.

65 Voir Rapport « Construire des ponts » Banque Mondiale, juillet 2008 Washington DC.

Pour conclure

L'intrusion de la Chine en Afrique aussi rapide qu'intense suscite des réactions contrastées conjuguant fantasmes, peurs et réalité. Les relations entre une puissance planétaire qui détermine déjà en grande partie la marche de l'économie mondiale et un continent qui traîne une image désastreuse faite de guerres et de famines et, qui, après cinq décennies d'indépendance et une aide au développement estimée à près de 400 milliards de dollars, soulèvent moult questions. Nous avons essayé d'apporter des éléments de réponse à certaines laissant d'autres ouvertes. La Chine va-t-elle réussir là où d'autres ont échoué ? Pourra-t-elle aider le continent à sortir du marasme où il s'enfonce ? Les effets positifs de la mondialisation trouveraient-ils dans la Chine le vecteur adéquat pour agir sur l'Afrique ? Ce qui est certain, c'est que face aux défis à relever les huit ou neuf ans (âge du retour en force de la Chine sur le continent) écoulés sont insuffisants. Les deux parties doivent s'armer de courage et de volonté politique pour faire taire les critiques et surtout transformer les promesses en réalités.